

Des membres du Congrès des États-Unis exigent la fin des mauvais traitements « cruels » sur les enfants palestiniens

Description

Ali Abunimah @ The Electronic Intifada @ 24 juin 2015

[150624-child-arrest-beit-ommar](#)

Un soldat israélien arrête un enfant palestinien lors d'une manifestation contre l'occupation et la colonisation israéliennes à Beit Ummar, Cisjordanie, le 20 novembre 2012 (Anne Paq @ ActiveStills)

Dans un rare défilé au consensus pro-israélien étouffant dans la capitale nord-américaine, des membres du Congrès enjoignent l'Administration Obama de pousser Israël à mettre fin à ses mauvais traitements systématiques sur les enfants palestiniens.

La membre du Congrès, Betty McCollum, a publié une lettre mardi, cosignée par 18 autres membres de la Chambre des Représentants, exhortant le secrétaire d'État John Kerry à donner la priorité aux droits humains des enfants palestiniens vivant en Cisjordanie occupée dans les relations bilatérales avec le gouvernement israélien.

« Injustifiable »

Un communiqué de presse du bureau des Démocrates du Minnesota indique que la lettre aborde spécifiquement la détention militaire constante par Israël d'enfants palestiniens, au cours de laquelle ils sont arrêtés, interrogés, détenus sans contact avec l'extérieur, et fréquemment maltraités physiquement.

« La détention militaire par Israël d'enfants palestiniens constitue une violation injustifiable des droits humains. J'espère que cette lettre aura pour résultat une pression par le Département d'État sur le gouvernement israélien pour que celui-ci mette fin immédiatement à cette violation », déclare McCollum.

« Les enfants palestiniens doivent être traités exactement comme des enfants israéliens ou américains, sans la crainte qu'un jour des soldats viennent les arrêter, les frapper, et les enfermer dans une prison », ajoute le législateur.

La lettre qualifie ces maltraitances de « cruelles, inhumaines et dégradantes ». Elle affirme que le système de détention militaire d'Israël qui prend pour cible des enfants est une « anomalie dans le monde », notant qu'aucun autre pays n'expose systématiquement des enfants à être jugés par des tribunaux militaires.

La lettre cite le rapport de 2013 de l'UNICEF, l'agence des Nations-Unies pour les droits des enfants, intitulé « Les enfants en détention militaire israélienne », qui met en avant que plus

de 7000 enfants palestiniens, âgés entre 12 et 17 ans, ont été soumis à une détention militaire et à des mauvais traitements qui violent les normes internationales des droits humains ».

Soulignant que les États-Unis donnent à Israël plus de 3 milliards de dollars chaque année, la lettre des législateurs soutient que « le respect et la défense des droits humains des enfants, indépendamment de leur ethnie, race, religion ou nationalité, sont une valeur fondamentale américaine ».

(Copie de la lettre ci-dessous)

Un travail de plaidoyer

Cette initiative courageuse a tant donné le climat intensément anti-palestinien à Washington qu'elle découle en partie d'un plaidoyer présenté au Congrès par des défenseurs des droits de l'enfant.

Plus tôt ce mois-ci, Jennifer Bing, de l'American Friends Service Committee, et Brad Parker, avocat de DCI-Palestine (Défense internationale des enfants - section Palestine) sont intervenus sur le podcast de The Electronic Intifada à propos de la campagne No Way to treat a Child (<http://www.nowaytotreatachild.org/>).

La campagne a abouti à une série de trois jours d'événements sensibilisateurs, au Congrès américain en début de ce mois, afin de faire prendre conscience des mauvais traitements sur les enfants palestiniens qu'Israël place en détention militaire.

Plus de 100 personnes, et notamment des membres du personnel de 36 bureaux du Congrès, assistaient à la réunion d'information.

Entre autres événements, il y a eu le témoignage de Tariq Abukhdeir, cet adolescent palestinien-américain battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance et ensuite enrhumé par les forces d'occupation israéliennes, pendant une visite à sa famille à Jérusalem l'été dernier.

La campagne américaine pour mettre fin à l'occupation israélienne, qui a également contribué à l'organisation de réunions d'information, a exhorté ses sympathisants à demander à leurs représentants élus de signer la lettre de McCollum.

La lettre est un signe positif montrant que le plaidoyer américain dans un Congrès aussi dominé par les groupes de lobby pro-Israël comme l'AIPAC peut produire des résultats positifs.

Obstruction à la justice

Mais la lettre n'est guère susceptible d'être bien accueillie tant à la Maison-Blanche qu'au Département d'État.

Le Président Barack Obama et le secrétaire d'État Kerry ont tous deux fourni d'immenses efforts tout au long de leur mandat pour empêcher qu'Israël ait à rendre des comptes pour ses violations des droits de l'homme.

La lettre a été publiée juste le lendemain du jour où le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies publiait son rapport indépendant sur l'agression d'Israël contre la bande de Gaza et sur sa répression violente en Cisjordanie l'année dernière, y trouvant la preuve de nombreux crimes de guerre durant cet assaut qui a dévasté Gaza et tué plus de 2200 Palestiniens.

L'Administration Obama est implacablement opposée à l'enquête depuis le début, et elle a juré d'empêcher toute action, se basant sur les conclusions du rapport, par le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

La lettre survient également juste deux semaines après que le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, cède à la pression d'Israël et de l'Administration Obama, et retire l'armée israélienne de la liste onusienne des auteurs de violations graves des droits de l'enfant.

Dix des 18 signataires sont membres du Caucus noir du Congrès (les élus afro-américains).

Les 18 membres du Congrès, cosignataires de la lettre de McCollum, tous démocrates, sont :

Danny Davis (Illinois), Andre Carson (Indiana), Chellie Pingree (Maine), Peter DeFazio (Oregon), John Conyers (Michigan), Eleanor Holmes Norton (District of Columbia), Barbara Lee (California), Raul Grijalva (Arizona), Anna Eshoo (California), Earl Blumenauer (Oregon), Jim McDermott (Washington), Keith Ellison (Minnesota), Bobby Rush (Illinois), Maxine Waters (California), Don Beyer (Virginia), Eddie Bernice Johnson (Texas), Jim McGovern (Massachusetts) and Hank Johnson (Georgia).

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

à??à??

Lettre des membres du Congrès à John Kerry

Congrès à?? TFFC États-Unis

Masfingtrnt, m 20515

19 juin 2015

Au secrétaire d'État John Kerry,

2201 C Street à?? N W Washington DC 20520

Monsieur le secrétaire Kerry

En 2013, le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié un rapport profondément troublant intitulé « Les enfants en détention militaire israélienne : observations et recommandations ». Le rapport a été présenté en réponse aux sept mille enfants palestiniens, âgés de 12 à 17 ans, en Cisjordanie occupée, qui, est-il estimé, ont fait l'objet

au cours de la dernière décennie passées d'une arrestation, détention, interrogatoire, et/ou emprisonnement par l'armée, la police et les agents de sécurité israéliens. L'UNICEF a entrepris ce rapport en réponse des préoccupations concernant le traitement et les punitions, cruels, inhumains et dégradants des enfants palestiniens dans le système de détention militaire israélien.

Le système de détention militaire d'Israël qui prend pour cible les enfants est une anomalie dans le monde. En fait, déclare l'UNICEF, « Il est entendu que dans aucun autre pays les enfants sont systématiquement jugés par des tribunaux militaires pour mineurs, tribunaux qui, par définition, sont loin d'apporter les garanties nécessaires pour assurer le respect de leurs droits ».

Se basant sur les lois et traités internationaux, le rapport de l'UNICEF émet 38 recommandations pour agir aux responsables israéliens, tout en apportant la conclusion suivante :

« Les mauvais traitements sur les enfants qui sont mis en contact avec le système de détention militaire semblent être répandus, systématiques et institutionnalisés tout au long du processus, depuis le moment de l'arrestation jusqu'à l'inculpation et la condamnation éventuelle et le prononcé de la peine ».

En 2014, un Palestino-américain est devenu l'une de ces victimes. Ce jeune, un élève de lycée à Tampa, en Floride, a subi des violences physiques et des mauvais traitements dans un centre de détention israélien.

Les intérêts sécuritaires d'Israël sont clairement une priorité de sécurité nationale pour le Congrès des États-Unis, et pour le peuple américain. Rien ne peut démontrer plus clairement l'engagement américain envers Israël que les plus de 3 milliards, pris sur les impôts payés par les contribuables américains, qui sont investis chaque année pour assurer la sécurité du peuple israélien. Cependant, le respect et la défense des droits humains des enfants, indépendamment de leur ethnie, race, religion ou nationalité, sont une valeur fondamentale américaine, ainsi qu'une priorité pour tous les Américains, qui ne peuvent être ignorés.

Plus tard dans l'année, l'UNICEF a publié un rapport de suivi exposant les zones où Israël a adopté, modifié, ou examiné des changements son système de détention militaire des enfants palestiniens. C'est une note positive et une reconnaissance claire qu'il existe des préoccupations légitimes propos des droits humains. Que des progrès soient faits pour assurer la non violation des droits des enfants palestiniens est dans l'intérêt des États-Unis, d'Israël, et du peuple palestinien.

Monsieur le secrétaire Kerry, nous exhortons le Département d'État à élever les droits humains des enfants palestiniens au statut de priorité dans nos relations bilatérales avec le gouvernement d'Israël. En outre, nous comptons absolument que le Département d'État traite du statut du traitement des enfants palestiniens par le système de détention militaire israélien, dans son rapport annuel sur les droits de l'homme.

Votre autorité pour faire progresser les droits des enfants est grandement appréciée.

Nous vous prions d'agréer,

BETTY MC COLLUM

KEITH ELLISON

DANNY K. DAVIS

JOHN CONYERS

ANDRE CARSON

EARL BLUMENAUER

ANNA G ESHOO

PETER DEFAZIO

BARBARA LEE

RAUL M.GRIJALVA

CHELLIE PINGREE

JIM MC DERMOTT

date crÃ©e
2015/06/26